

Orange: CCUES des 11 et 12 avril

Réseau de distribution : les élus rendent un avis négatif

déclaration des élus

Après plusieurs passages dans cette instance, force est de constater pour les élué-e-s du CCUES que la direction ne fournit pas d'informations loyales quant à la feuille de route nationale du maillage des boutiques.

Tout au long des séances plénières il ressort que la Direction soutient que les décisions sont présentées uniquement au niveau de chaque DO.

Par conséquent les élus du CCUES demandent que la Direction d'Orange France fasse le nécessaire pour que chaque DO informe et consulte les élus sur le Plan Schéma Directeur de la Distribution Physique avec tous les éléments nécessaires afin d'en estimer l'impact. Ils demandent que soient intégrées dans ces présentations toutes les informations économiques et sociales des fermetures, créations, transferts vers la GDT et de transformations de certaines boutiques en SmartStore, y compris pour les années 2018 et 2019.

En outre les dossiers devront donner un éclairage sur le maillage du territoire qui intègre la future activité bancaire d'Orange en termes d'emploi, de formation, de rétribution et de reconnaissance des qualifications acquises.

Dans ces conditions, L'ensemble des élu-es réuni-es ce jour ne peuvent que rendre un avis négatif à la stratégie menée par l'entreprise sur sa politique du réseau des boutiques.

UAT: les élus quittent la séance

déclaration des élus

plusieurs UAT des processus similaires sont en cours comme sur l'UAT GSO où une expertise CHSCT est demandée. Pour cet UAT c'est un procédé visant à éviter aussi les répétitions d'appels clients. Tout cela se déroulant dans un moment où le manque criant d'effectifs allonge la file d'attente et éloigne nos clients de la fameuse expérience client incomparable. En qualité de Secrétaire du CCUES je vous ai fait parvenir un courrier au nom de tous les élu-es dénonçant ce dossier « pilote » ; indiquant qu'aborder le point avec cet intitulé ne respectait pas les prérogatives de cette instance et demandant une présentation ultérieure en information/consultation, préalable nécessaire à toute extension sur l'ensemble des UAT.

A ce jour nous sommes au regret de constater que vous n'avez pas jugé utile de répondre aux élus, ce qui au-delà de la forme, laisse supposer un maintien pour la Direction du point en l'état.

• Dans ces conditions, vous comprendrez qu'il ne peut nous être possible de cautionner ce dysfonctionnement et vous informons donc de notre départ collectif de la salle et vous réitérons notre demande de retour devant nous avec un dossier digne de ce nom et respectant les procédures quand à votre volonté de modifier l'organisation des UAT.

Pou lagwiynn déKolé

Déclaration de la CGT

Voilà plusieurs semaines que les salariés, la population et les syndicats de Guyane dénoncent la dégradation continue de leurs conditions de vie et de travail, l'insécurité, le taux de chômage qui atteint 22%, le manque d'infrastructures, le système de santé défaillant, la misère.

C'est dans ce contexte tendu avec une paralysie de la vie quotidienne connu de tous que la Direction d'Orange Caraïbes et Orange Caraïbes n'a pas hésité à rajouter de l'huile sur le feu en demandant aux salariés de déposer des JTL s'ils ne pouvaient se rendre au travail, allant jusqu'à annoncer la retenue du trentième.

Pour la CGT plutôt que de faire preuve d'autoritarisme, la direction devrait entendre les revendications qui s'expriment sur l'emploi, sur la remise à niveau du réseau, sur le développement industriel, l'investissement pour la fibre, la 4G, sur la reconnaissance des qualifications. C'est la préoccupation première de nos camarades de la CGTG, CGTM et de l'UTG, c'est ce qu'ils vous ont dit par déclarations.

Il y a un avant il y aura un après à l'issue du conflit. La négociation doit être la priorité ; la direction de la DOC doit revenir à la raison et cesser ses intimidations. Alors que vous affirmez dans toutes vos communications placer l'humain au centre de vos préoccupations, ce qui se produit en Guyane démontre l'inverse. Votre responsabilité est bien d'accorder vos écrits et vos actes et vous devez prendre toutes les mesures pour ouvrir un dialogue social à la hauteur des enjeux.

Les salariés, ne peuvent subir la triple peine : une inégalité d'équipement, des difficultés liées à des décennies de dénis de la part des pouvoirs publics et entreprises, des directions qui frappent à la caisse mettant encore plus à mal des populations en difficulté.

Nous vous demandons d'arrêter ces provocations et de répondre aux demandes de nos camarades concernant le retrait de la note de la DOC et d'ouvrir des négociations. Il ne peut y avoir ni retenue ni ponction sur salaire, ce ne sont pas les salariés les responsables de la crise en Guyane.

Le mal être, le mécontentement grandit à Orange et la politique de la direction en est bien évidemment la cause. Les conflits dans les UI, UAT se développent, les revendications portent sur l'emploi, les conditions de travail, la réduction du temps de travail, sur l'investissement et notamment les moyens pour réaliser le réseau en capacité de répondre aux demandes de la population sur tout le territoire, c'est-à-dire la fibre.

Les salaires sont aussi à l'ordre du jour, et les propositions de la direction dans les négociations salariales sont là aussi de véritables provocations. Aucune organisation syndicale n'y trouve son compte. 8% d'augmentation du dividende et les miettes pour les salariés qui créent les richesses.

Un an après le scandale des panama papers, tout démontre que l'accaparement des richesses au profit d'une classe sociale et du capital est le seul objectif des directions d'entreprise.

La preuve donc que la satisfaction des revendications est possible. Elle passe par une autre répartition des richesses.

Bulletin de contact et de syndicalisation CGT

Nom	Prénom
Adresse	
Code Postal	Ville
(Facultatif) Téléphones → (perso)	→ pro
Grade/Classification	Métier
Service/Bureau (nom et adresse)	